

N° 2022 – 422

ARRÊTÉ TEMPORAIRE

Le Maire de la Ville de CHINON,

Vu, le Code général des collectivités territoriales,

Vu, le Code de la Route,

Vu, le Code Pénal,

Vu, le Code de la Voirie Routière,

Vu, le Code Général de la Propriété des personnes publiques,

Vu, l'Arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la circulation routière,

Vu, la délibération des tarifs municipaux pour l'année 2022 en date du 14 décembre 2021,

Vu, le Règlement de voirie de la ville de Chinon du 24 juin 2021,

Considérant, qu'un emménagement de mobilier, **75 rue Jean-Jacques Rousseau**, nécessite un aménagement de la circulation et du stationnement des véhicules,

Considérant, la demande en date du 01 juillet 2022 présentée par **Mr Jean Calentier – 75 rue Jean-Jacques Rousseau – 37500 Chinon.**

ARRÊTE

Article 1 : En raison d'un emménagement de mobilier 75 rue Jean-Jacques Rousseau, le véhicule en charge de l'emménagement sera autorisé à stationner sur cette voie, sur la valeur de 2 emplacements de stationnement, **le jeudi 14 juillet 2022 de 10 h 00 à 16 h 00.**

Article 2 : Tout stationnement dans la zone du déménagement sera considéré comme gênant en référence à l'article R. 417-10-2-al.10 du Code de la Route.

Article 3 : La fourniture, la mise en place, l'entretien, l'enlèvement des barrières et panneaux incomberont entièrement à la personne chargée du déménagement, la signalisation devant être conforme aux dispositions du Code de la Route.

Article 4 : La présente autorisation est subordonnée à l'acquittement d'une taxe de « réservation du domaine public » de 13,60 € (13,60 € tarif par demi-journée).

Article 5 : Le pétitionnaire est tenu d'afficher le présent arrêté municipal sur le lieu d'intervention.

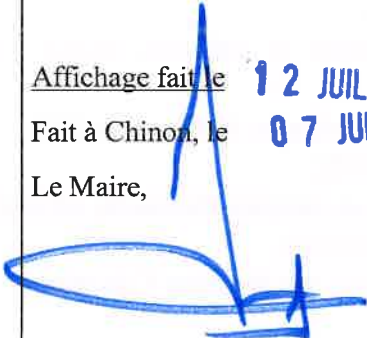
Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la ville de Chinon ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif d'Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> ».

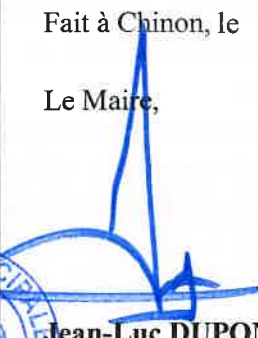
Article 7 : Monsieur le Directeur Général des services de la Mairie de Chinon, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale, Madame la gestionnaire du domaine public, Le responsable du déménagement, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur des services techniques communs de la CCCVL et à Monsieur le Commandant du Centre de Secours Principal de Chinon, pour information.

Certifié exécutoire par :

Affichage fait le **12 JUL. 2022**
Fait à Chinon, le **07 JUL. 2022**
Le Maire,

Fait à Chinon, le **07 JUL. 2022**
Le Maire,


Jean-Luc DUPONT


Jean-Luc DUPONT

